

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/AHG/W/66

30 avril 1999

(99-1762)

Comité des pratiques antidumping
Groupe de travail spécial de la
mise en œuvre de l'Accord

Original: anglais

**QUESTION 1* - ARTICLE 6.5: "TRAITEMENT DES
RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS"
QUESTION 6* - ARTICLE 6.2: "AUDITIONS"
QUESTION 8* - ARTICLE 12: "AVIS AU PUBLIC"
QUESTION 9* - ARTICLE 9: "CONTENU DES DÉTERMINATIONS
PRÉLIMINAIRES POSITIVES"**

Communication du Taipei chinois

La Mission permanente du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taipei chinois) a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, le 23 avril 1999.

Introduction

Les lois antidumping du Taipei chinois sont administrées et appliquées conjointement par le Ministère des finances et le Ministère des affaires économiques. Dans le cadre de ce système à deux branches, le Ministère des finances procède à des enquêtes sur le dumping (et les subventions) par l'intermédiaire du Département de l'administration des douanes¹, et le Ministère des affaires économiques mène des enquêtes sur l'existence d'un dommage par le biais de sa Commission du commerce international, dans les affaires relatives aux droits antidumping et aux droits compensateurs.

Le principal instrument législatif régissant les enquêtes sur les droits antidumping et les droits compensateurs est le Règlement d'application des droits compensateurs et droits antidumping (ci-après dénommé "Règlement d'application"), promulgué le 3 juillet 1984 et modifié en dernier le 17 novembre 1994, au titre du paragraphe 3 de l'article 46-2 de la Loi sur les droits de douane.² La

* Les questions sont reprises du document G/ADP/W/401.

¹ Le Département s'acquitte de toutes les fonctions importantes relatives aux enquêtes, y compris, par exemple, la publication du questionnaire d'enquête, les inspections sur place, la tenue de réunions, l'examen des données et des renseignements, et le calcul des marges de dumping. Le Ministère des finances a mis en place un organe de supervision afin de contrôler le Département et de prendre toutes les décisions importantes tout au long de la procédure d'enquête, en se basant sur les propositions du Département. Cet organe est appelé "Comité des taux de droit" et se compose de fonctionnaires du Ministère des finances et d'autres organismes gouvernementaux ainsi que d'experts du secteur privé; le Vice-ministre des finances préside les réunions du Comité et le Département assure les fonctions de secrétariat.

² Une nouvelle modification du Règlement d'application est en cours afin d'inclure les dispositions de l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'Article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le

Loi sur les droits de douane et la Loi sur le commerce extérieur contiennent un nombre limité de dispositions concernant la détermination d'un dumping et d'un dommage ainsi que l'imposition de droits antidumping.³

Comme il a été demandé dans l'aérogamme WTO/AIR/643 du 16 juillet 1997, un schéma a été élaboré afin de présenter la chronologie des différentes phases des procédures d'enquête du Taipei chinois, avec les éléments suivants: demande, ouverture de l'enquête, détermination préliminaire, communications écrites des parties, déterminations finales et avis au public annonçant les déterminations. Une copie de ce schéma est jointe au présent document.

Dans notre système, une enquête antidumping s'effectue selon les étapes de base suivantes:

- le requérant dépose une demande auprès du Ministère des finances;
- le Ministère des finances propose au Comité une résolution sur l'ouverture d'une enquête dans un délai de 45 jours, sur la base d'une demande en bonne et due forme;
- après l'ouverture de l'enquête, le Ministère des affaires économiques rend une détermination préliminaire relative à l'existence d'un dommage et communique ses constatations au Ministère des finances dans un délai de 45 jours;
- le Ministère des finances rend une détermination préliminaire en matière de dumping dans un délai de 75 jours si le Ministère des affaires économiques établit une détermination préliminaire concluant à l'existence d'un dommage;
- le Ministère des finances impose un droit antidumping préliminaire s'il estime, dans sa détermination préliminaire positive, qu'il devient nécessaire de protéger la branche de production nationale;
- il poursuit l'enquête et rend sa détermination finale dans un délai de 60 jours;
- le Ministère des affaires économiques rend sa détermination finale relative à l'existence d'un dommage et communique ses constatations au Ministère des finances dans un délai de 45 jours si la détermination finale de ce dernier est positive; et
- le Ministère des finances présente au Comité une proposition visant à imposer un droit antidumping définitif dans un délai de dix jours si le Ministère des affaires économiques rend une détermination finale concluant à l'existence d'un dommage;
- le Ministère des finances communique au Yuan exécutif la décision positive du Comité et met en œuvre un droit antidumping.

Le délai prévu pour chaque étape peut être prolongé de moitié, le cas échéant, après notification au requérant et aux parties intéressées et publication dans les Journaux officiels pertinents.

commerce de 1994 ("Accord antidumping"). Toutefois, même la version actuelle du Règlement d'application permet expressément de se référer aux pratiques douanières internationales pour établir des déterminations liées à une enquête et des constatations en matière de dumping et de subventions, lorsque la Loi sur les droits de douane ou le Règlement d'application n'en font pas mention; voir l'article 31.

³ Voir les articles 46, 46-1 et 46-2 de la Loi sur les droits de douane et l'article 19 de la Loi sur le commerce extérieur.

Question 1 – Article 6.5: "Traitement des renseignements confidentiels"

1. Lois et pratiques nationales

En vertu des lois antidumping du Taipei chinois, le requérant et les autres parties intéressées doivent présenter leurs renseignements en indiquant ceux qui peuvent être divulgués et ceux qui ne peuvent l'être, et fournir un résumé public des renseignements pour lesquels un traitement confidentiel est demandé. Si l'on estime que la demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée, ou si le résumé public n'est pas fourni, les autorités concernées peuvent rejeter ou ignorer lesdits renseignements. Le requérant et les parties intéressées peuvent retirer les renseignements en question dans les sept jours suivant le lendemain du jour où ils ont reçu l'avis défavorable. Si la demande de traitement confidentiel est justifiée, les autorités concernées ne peuvent pas divulguer ces renseignements sans le consentement du déposant.⁴

2. Procédure de divulgation des renseignements confidentiels

Pendant la procédure d'enquête, toutes les parties intéressées peuvent demander l'examen des renseignements se rapportant à l'enquête, à l'exception de ceux gardés à titre confidentiel conformément aux dispositions pertinentes.⁵ Le Taipei chinois n'a pas pour pratique, contrairement aux États-Unis et au Canada, de permettre à un conseiller juridique indépendant d'une partie intéressée d'accéder aux renseignements confidentiels pendant l'enquête, au titre d'une ordonnance conservatoire ou avec l'engagement de ne pas divulguer ces renseignements.

Question 5 – Article 5.5: "Notification adressée au Membre exportateur"

L'organisme auquel la notification du Taipei chinois doit être adressée est le suivant:

The Board of Foreign Trade
Ministry of Economic Affairs
1 Hu Kou Street
Taipei Taiwan 100

<http://www.moeaboft.gov.tw>

Question 6 – Article 6.2: "Auditions"

Le paragraphe 4 de l'article 16 du Règlement d'application dispose que le Ministère des finances et le Ministère des affaires économiques sont légalement autorisés à tenir des réunions de présentation pendant l'enquête.⁶

⁴ Voir l'article 18 du Règlement d'application.

⁵ Voir l'article 17 du Règlement d'application.

⁶ L'article 16 est ainsi conçu:

"Une enquête doit être menée par l'autorité concernée de la manière décrite ci-dessous:

1. demander au requérant et aux parties intéressées de répondre au questionnaire ou de fournir des renseignements pertinents dans le délai spécifié;
2. effectuer une enquête appropriée sur les preuves et les renseignements pertinents qui sont présentés par écrit par le requérant et les parties intéressées;

Ministère des finances

Conformément au paragraphe 4 de l'article 16 du Règlement d'application, le Ministère des finances peut tenir des réunions de présentation afin de recueillir les vues et les observations, et le requérant ou les parties intéressées peuvent demander la convocation de réunions avec le Ministère des finances afin de présenter leurs vues pendant l'enquête.

Ministère des affaires économiques (Commission du commerce international)

Aux termes du Règlement, la Commission du commerce international doit tenir des auditions afin de recueillir les vues et les observations concernant l'enquête.⁷ Les auditions visent à donner pleinement l'occasion aux parties intéressées de présenter leurs vues et leurs observations.

La Commission du commerce international procède à deux sortes d'audition pendant une enquête. Elle convoque une réunion de présentation pendant la phase de détermination préliminaire et une audition formelle pendant la phase de détermination finale. Les procédures et les effets de ces deux types d'audition sont pratiquement semblables, à l'exception de délais différents pour les avis ou les demandes, comme on l'explique ci-dessous, qui sont plus courts pour une réunion de présentation que pour une audition formelle.

La convocation d'une audition doit être publiée au Journal officiel du Ministère des affaires économiques et dans les journaux, au moins 15 jours avant la date de cette audition (ou sept jours pour une réunion de présentation). La Commission du commerce international est tenue de prévenir le requérant afin qu'il assiste à l'audition. Le cas échéant, elle peut notifier aux parties intéressées d'y assister. En pratique, elle notifie toujours les deux groupes de parties qu'elle sait devoir y assister. D'autres organismes gouvernementaux compétents, y compris des fonctionnaires du Ministère des finances, sont invités habituellement à participer aux auditions ou aux réunions.

Ces auditions sont ouvertes au public. Les participants qui comptent présenter leurs vues au cours d'une audition doivent déposer une demande écrite au moins sept jours avant cette audition (ou trois jours avant une réunion de présentation). Le cas échéant, le président d'une audition peut autoriser les participants qui n'ont pas présenté une demande préalable à prendre la parole pendant l'audition.

Les participants peuvent présenter par écrit leurs vues et leurs observations avant l'audition. Il est entendu que ces déclarations écrites doivent fournir une description complète et détaillée des vues ou observations qui seront présentés dans une audition ou une réunion de présentation. Les

-
3. envoyer du personnel, le cas échéant, dans les établissements des importateurs, des exportateurs et des fabricants du produit en question, pour effectuer des interviews ou des vérifications; et
 4. informer éventuellement le requérant ou les parties intéressées qu'ils peuvent présenter leurs vues dans le délai spécifié."

⁷ Au titre de l'article 20 du Règlement d'application, les dispositions pertinentes relatives aux procédures d'enquête au titre du chapitre III des Règles régissant la protection contre les importations (c'est-à-dire la réglementation administrative régissant les enquêtes et l'imposition de mesures de sauvegarde) doivent être appliquées *mutatis mutandis* aux enquêtes concernant l'existence d'un dommage, dans les affaires de dumping et de subventions.

L'article 11 des Règles régissant la protection contre les importations dispose que la Commission du commerce international doit procéder à des auditions publiques pendant une enquête.

participants peuvent également apporter par écrit des observations supplémentaires dans un délai de sept jours après une audition (ou dans un délai de trois jours après une réunion de présentation). Toutefois, les déclarations présentées après les auditions ne peuvent consister qu'à étayer par des documents ou à compléter les exposés faits pendant les auditions ou les réunions, et à répondre aux questions qui y ont été posées.

Dans une audition ou une réunion de représentation, la Commission du commerce international détermine au préalable l'ordre des intervenants, le temps imparti à chacun d'eux et chaque sujet ou question. Chaque partie intéressée inscrite a l'occasion de présenter ses vues et ses observations et, normalement, dans les limites du temps prévu, de répondre aux vues et aux observations des autres parties. Il n'existe pas de procédure formelle pour les débats. Les représentants de la Commission du commerce international ont le droit de poser des questions aux parties intéressées, mais ne sont pas tenus de répondre aux questions qui leur sont posées.

En pratique, la Commission du commerce international fixe normalement la date de la réunion de présentation (pendant la phase préliminaire) et la date de l'audition (pendant la phase finale) aux environs du vingtième jour du délai légal pour achever l'enquête, qui est de 45 jours pour les déterminations préliminaires et finales.

Question 8 – Article 12: "Avis au public"

1. Ministère des finances

En vertu du Règlement d'application du Taipei chinois, le Ministère des finances est tenu de notifier par écrit au requérant sa décision de ne pas ouvrir une enquête. La décision doit être aussi publiée au Journal officiel du Ministère des finances.

1.1 Ouverture d'une enquête

Le Ministère des finances est tenu légalement de notifier sa décision d'ouvrir une enquête au requérant, aux producteurs connus, aux exportateurs, aux importateurs et aux pays exportateurs concernés. L'avis d'ouverture d'une enquête doit être aussi publié au Journal officiel du Ministère des finances.

L'avis au public doit contenir les renseignements nécessaires suivants:

- 1) nom du requérant
- 2) date du dépôt de la demande
- 3) résumé de la demande
 - description du produit concerné, y compris le nom, la qualité, les spécifications, la taille, l'utilisation et les codes tarifaires du produit
 - noms des pays exportateurs
 - noms des producteurs et exportateurs connus dans les pays exportateurs
 - noms des importateurs connus
 - points d'entrée du produit dans le Taipei chinois

- marges de dumping alléguées par le requérant
 - dommage allégué encouru par la branche de production nationale
 - lien de causalité entre le dommage et les importations qui font l'objet d'un dumping
- 4) organismes chargés de l'enquête
 - 5) procédures d'enquête et calendrier des différentes étapes des procédures
 - 6) parties visées par l'enquête
 - 7) méthodes utilisées pour mener l'enquête
 - 8) moyens de contact des organismes chargés de l'enquête
 - 9) liste des parties devant recevoir l'avis d'ouverture de l'enquête
 - 10) texte autorisant l'enquête.

1.2 Ministère des finances (Département des douanes) – Déterminations préliminaires et finales en matière de dumping

En vertu du Règlement d'application du Taipei chinois, le Ministère des finances est tenu de notifier au requérant par écrit les raisons de sa décision, qu'elle soit positive ou négative.

1.2.1 L'avis au public d'une détermination préliminaire en matière de dumping comprend en général les éléments suivants:

- 1) texte de la détermination
- 2) explications concernant les points suivants:
 - législation applicable
 - historique de l'enquête
 - détermination préliminaire en matière de dumping par le Département des douanes
 - détermination préliminaire de l'existence d'un dommage par la Commission du commerce international
 - produit concerné
 - parties visées par l'enquête
 - sources des renseignements utilisés pour la détermination
 - résultats de la détermination préliminaire
- 3) détermination concernant l'application de mesures provisoires

- 4) procédures d'enquêtes prolongées en matière de dumping et sur l'existence d'un dommage
- 5) liste des parties devant recevoir l'avis.

1.2.2 L'avis au public d'une détermination finale en matière de dumping comprend en général les éléments suivants:

- 1) texte de la détermination
- 2) explications concernant les points suivants:
 - autorité législative
 - historique de l'enquête
 - détermination préliminaire en matière de dumping par le Département des douanes
 - détermination préliminaire de l'existence d'un dommage par la Commission du commerce international
 - produit concerné
 - parties visées par l'enquête
 - sources des renseignements utilisés pour la détermination
 - résultats de la détermination finale
- 3) procédures d'enquêtes prolongées concernant l'existence d'un dommage
- 4) lien de causalité entre le dumping et le dommage
- 5) imposition d'un droit antidumping
- 6) liste des parties devant recevoir l'avis.

2. Commission du commerce international (Ministère des affaires économiques)

2.1 Déterminations préliminaires et définitives de l'existence d'un dommage

Si la détermination préliminaire de la Commission du commerce international est négative, le Ministère des affaires économiques publie la clôture des procédures d'enquête au Journal officiel du Ministère des finances, dès réception de la notification de la Commission du commerce international.

Dès réception de la détermination finale positive établie par la Commission du commerce international, le Ministère des finances informe le requérant et les parties intéressées des mesures antidumping imposées aux importations alléguées. L'avis concernant les mesures antidumping doit être publié au Journal officiel du Ministère des finances.

La Commission du commerce international notifie elle-même au requérant et aux parties intéressées sa détermination relative à l'existence d'un dommage, qu'elle soit préliminaire ou

définitive. Elle publie également cette détermination au Journal officiel du Ministère des affaires économiques.

L'avis au public de la Commission du commerce international sur la détermination de l'existence d'un dommage comprend généralement les points suivants:

- 1) texte de la détermination
 - 2) procédures d'enquêtes prolongées en matière de dumping et sur l'existence d'un dommage
 - 3) droit du requérant et des parties intéressées d'examiner les renseignements publics
 - 4) moyens de contact des organismes chargés des enquêtes
 - 5) possibilité, pour le requérant et les parties intéressées, de fournir des renseignements supplémentaires (détermination préliminaire)
 - 6) liste des parties devant recevoir l'avis.
3. Les sites Web des organismes chargés des enquêtes sont les suivants:
- 1) Département des douanes
<http://www.mof.gov.tw>, ou
<http://www.doc.mof.gov.tw>
 - 2) Commission du commerce international
<http://www.moeaitc.gov.tw>

Question 9 – Article 9: "Contenu des déterminations préliminaires positives"

1. Introduction

En vertu des lois antidumping du Taipei chinois, une détermination préliminaire positive ne doit être établie que si l'on constate à la fois un dommage et un dumping après l'ouverture d'une enquête en bonne et due forme, avec un avis au requérant et aux parties intéressées connues et une publication au Journal officiel. Si la Commission du commerce international (relevant du Ministère des affaires économiques) constate dans sa détermination préliminaire qu'il n'existe pas de dommage, l'enquête s'arrête là. Si elle constate dans sa détermination préliminaire qu'il existe un dommage, mais que le Ministère des finances n'établit pas la preuve du dumping dans sa détermination préliminaire, l'enquête passe néanmoins à la phase de la détermination finale.⁸

Nos lois antidumping présentent une caractéristique particulière en ce qui concerne la détermination préliminaire, à savoir le caractère exceptionnel de l'imposition d'un droit antidumping préliminaire à la suite d'une détermination préliminaire positive. À cet égard, il est d'abord fait référence à l'alinéa iii) de l'article 7:1 de l'Accord antidumping, qui est ainsi conçu:

⁸ Voir les articles 10 et 12 du Règlement d'application.

"Des mesures provisoires ne pourront être appliquées que si:

...

- iii) les autorités concernées jugent de telles mesures nécessaires pour empêcher qu'un dommage ne soit causé pendant la durée de l'enquête."

Nos lois ne permettent de prendre des mesures préliminaires après une détermination préliminaire positive que dans les situations d'urgence. Les lois antidumping et la pratique montrent que des mesures préliminaires ne sont prises que lorsque les autorités sont convaincues qu'il devient nécessaire de protéger la branche de production nationale contre la persistance d'un dumping et d'un dommage. Le Taipei chinois note que certains Membres ont pris l'habitude d'accorder régulièrement des mesures provisoires après l'établissement d'une détermination préliminaire positive. Dans notre système, la durée d'application des mesures provisoires ne peut pas excéder quatre mois.⁹

2. Contenu des déterminations préliminaires positives

2.1 Département des douanes (Ministère des finances) - Détermination préliminaire en matière de dumping

Une détermination préliminaire en matière de dumping comprend en général les éléments suivants:

- 1) texte de la détermination
- 2) explications concernant les points suivants:
 - législation applicable
 - historique de l'enquête
 - détermination préliminaire de l'existence d'un dommage par la Commission du commerce international
 - produit concerné
 - parties visées par l'enquête
 - sources des renseignements utilisés pour la détermination
 - résultats de la détermination préliminaire

⁹ Le paragraphe 1 de l'article 11 du Règlement d'application est ainsi conçu:

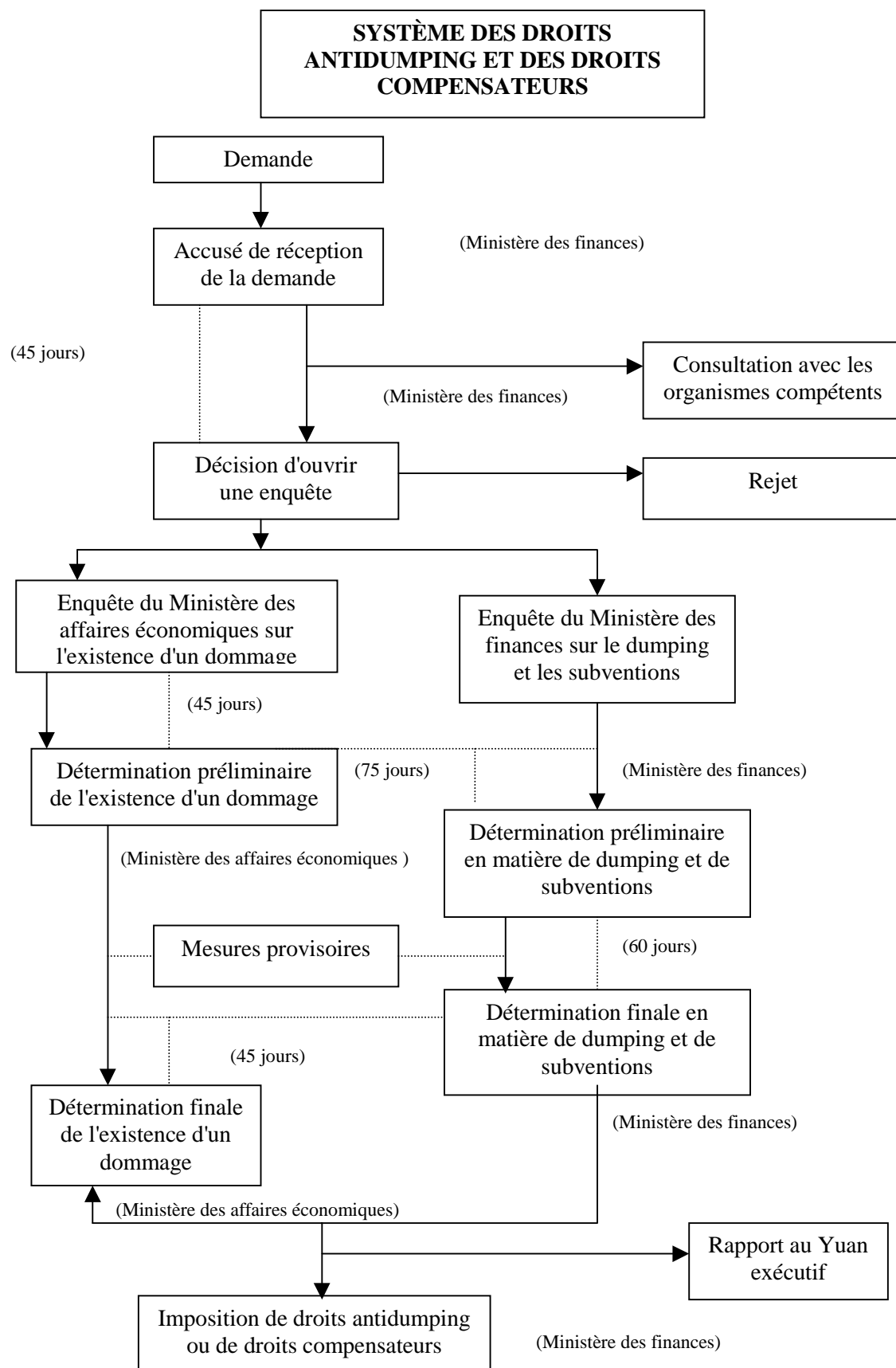
"Si le Ministre des finances détermine à titre préliminaire l'existence d'une subvention ou d'un dumping et si la nécessité apparaît d'assurer la protection provisoire de la branche de production nationale concernée, le Ministre des finances peut, avant la fin de l'examen et avant la décision d'imposer des droits compensateurs et des droits antidumping, consulter les organismes compétents et soumettre au Yuan exécutif l'approbation d'une imposition provisoire, dans laquelle seront spécifiés la portée, les parties concernées et le montant des droits compensateurs et des droits antidumping appliqués à l'importation du produit visé; à condition, toutefois, que la durée de ladite imposition provisoire ne dépasse pas quatre mois." (non souligné dans le texte original)

- 3) détermination concernant l'application de mesures provisoires
- 4) procédures d'enquêtes prolongées en matière de dumping et sur l'existence d'un dommage.

2.2 Commission du commerce international (Ministère des affaires économiques) - Détermination préliminaire de l'existence d'un dommage

La détermination préliminaire de la Commission du commerce international comprend en général les points suivants:

- 1) texte de la détermination
- 2) historique et évolution de l'enquête effectuée
- 3) texte autorisant l'enquête
- 4) produit concerné
- 5) branche de production nationale concernée
- 6) période couverte par l'enquête
- 7) constatation d'un dommage matériel
- 8) constatation d'une menace de dommage matériel
- 9) considérations relatives aux importations négligeables et au cumul
- 10) comptes rendus des réunions de présentation
- 11) comptes rendus des visites d'inspection.



- Le nombre de jours indiqué entre les étapes peut être prolongé de moitié, s'il y a lieu.